

Kouinti

DES TRAVAILLEURS

N° 10 - JANVIER 1973 - 2 F



**LUTTES OUVRIERES
LUTTES POLITIQUES**

LUTTES OUVRIÈRES : COMBAT POLITIQUE

1971, avec les grèves dans les grandes entreprises, avait posé le problème de la démocratie prolétarienne de masse ; le printemps 1972 fut celui de l'unité populaire ; que nous enseignent les luttes de cet automne ?

Pas de paix sociale

Première constatation : il y a eu remontée des luttes. On s'attendait à une sorte de trêve avant les élections, mais les travailleurs savent qu'on n'a que ce qu'on prend. Même la C.G.T. a dû renoncer à affronter les travailleurs en lutte, elle préfère canaliser les grèves engagées et les laisser pourrir faute de propositions concrètes et d'élargissement, ce qui lui permet de respecter les apparences de la démocratie (comme à Massey-Ferguson).

D'abord il y a toujours les grèves comme celle du Joint Français, grèves longues d'une petite usine, soutenue par la population, surtout dans les régions « colonisées », comme à la Cornurbex de Narbonne et en Bretagne. Mais il y a un approfondissement. Qu'il y ait eu des comités de soutien communs aux grèves des Kaolins et de Big Dutchman, deux usines distantes de 50 km, avec des patrons différents ; que les paysans y aient participé malgré la carence des organisations ouvrières lors de la grève du lait ; que l'unité populaire soit, en deux mois de grève, venue à bout des patrons dépendant de trusts multinationaux ; tout cela révèle un haut niveau de conscience du peuple breton, un autour de la classe ouvrière. Ce n'est plus la défense d'un groupe d'ouvriers particulier contre le patron du coin, c'est, objectivement (et c'est aux révolutionnaires d'en dégager toute la signification), l'affrontement du peuple contre le capital pour le droit de vivre au pays. En cela, ces luttes sont des luttes politiques de la plus grande importance.

Ensuite, cet automne a vu un développement des luttes sur des contenus nouveaux,

avec des formes de lutte démocratiques : à Usinor-Dunkerque pour l'intégration des temps de déplacement dans l'usine aux temps de travail, à Chaussou (Nord), à Brest, dans les Ardennes, des grèves conduites par comités de grève élus et révocables, ont pu arracher la victoire. C'est une véritable « réactivation » des thèmes de la démocratie prolétarienne de masse et du contrôle ouvrier. Réactivation encore partielle et locale : nous savons bien que ce ne fut pas le cas, hélas, à Berliet.

Enfin l'esprit de lutte prolétarien s'élargit de plus en plus aux nouvelles couches de salariés robotisés : les grands magasins, les perforatrices de Renault, les employés de banque. Au cœur de la classe ouvrière, les travailleurs immigrés, malgré la répression dont ils sont victimes, renforcée par la circulaire Fontanet, développent leurs luttes depuis Pennaroya, soit dans l'unité avec les Français syndiqués (comme les éboueurs de Paris), soit en s'organisant eux-mêmes (comme aux Câbleries de Lyon : grève dirigée par A.G., délégués élus et révocables, animée par un Comité de lutte).

Finalement, l'automne 1972 apparaît riche pour la classe ouvrière. Elle a accumulé de l'expérience, elle a localement mis en avant des formes de lutte qui rompent avec « la délégation de pouvoir » aux syndicats, elle a mis en avant des contenus nouveaux (droits de vivre au pays, contestation de l'organisation capitaliste du travail), elle a entraîné dans sa lutte des couches de plus en plus larges du peuple.

Renno-ménage sur la scène politique

Aiguillonnée par la hausse des prix, la combativité populaire apparaît très forte. Or, à lire les journaux, ce n'est pas du tout évident. Contrairement au Joint Français, aucuns de ces luttes ne « perce » au niveau national !

C'est bien sûr principalement à cause de la période électorale. Le vieux personnel gaulliste ou pompidolien apparaît usé par les scandales. Face au mécontentement populaire profond, toute une fraction de la bourgeoisie est prête à lâcher la majorité. Le « Centre des Jeunes Patrons », le journal pour cadre dynamique « L'Expansion » ne verraient pas dans la victoire de la gauche unie une catastrophe. « Le Monde » et la bourgeoisie « libérale » sont plutôt pour.

Le bloc P.C. - P.S. - C.G.T. se sent le vent en poupe. A côté de la faiblesse du camp révolutionnaire qui a sombré dans l'émiettement groupusculaire et qui est aujourd'hui incapable d'initiative, à côté des mythes autogestionnaires de la C.F.D.T., l'Union de la gauche, elle au moins, offre un débouché politique à la colère populaire, au « ras le bol » qui monte. Mais pourquoi aucun lien entre les luttes et le Programme Commun ?

Du côté de l'Union de la gauche, c'est normal : « Il ne faut pas effrayer la petite bourgeoisie ». Séguy a été clair : les syndicats ne « perturberaient » pas la consultation électorale. Comme d'habitude. Quitte à organiser, aux P.T.T., à la S.N.C.F., des « grévettes » démobilisatrices de routine. Quitte à laisser pourrir, faute de porter la lutte à un niveau supérieur, la grève magnifique des Potasses d'Alsace. Quitte à laisser nationalement dans l'isolement les ouvriers et les syndicalistes inculpés de Berliet, alors qu'à Lyon les syndicats sont dans la bagarre, alors que cette inculpation est un coup direct porté contre tout le mouvement ouvrier, alors qu'il y avait là l'occasion d'une mobilisation populaire nationale contre la « loi anti-casseurs ».

Plus curieuse est l'attitude de la presse bourgeoise qui, au lieu d'utiliser les luttes ouvrières (style Berliet) comme un épouvantail, impose une censure quasi absolue sur ce qui se passe en France, comme en Italie. Tout se passe comme s'il y avait un accord général entre les adversaires qui s'agitent sur la scène pour considérer que les luttes des masses n'ont rien à voir avec la politique !

Luttes ouvrières, lutte politique !

Et, de fait, le mécontentement et les aspirations populaires qui s'expriment dans les luttes des travailleurs ne trouvent pas du tout leur traduction dans le « programme commun ». La montée des « sondages » reflète mais n'exprime pas la volonté de changement. La remise en cause de la logique du capitalisme (déportation de population, travail en miettes, cadences infernales, citées inhumaines), tout ce que les travailleurs en lutte mettent en avant, les syndicats et les réformistes doivent le « stériliser » pour le réduire en termes électoraux.

A Berliet, les syndicats et le P.C.F. n'ont pas voulu assumer jusqu'au bout les revendications égalitaires des O.S. (200 F pour tous, contre l'organisation capitaliste du travail) et, à l'insubordination ouvrière qui règne depuis trois mois dans l'usine de

Lyon (comme aussi à Massey-Ferguson), ils n'offrent que la perspective d'un bulletin de vote pour changer l'équipe gouvernementale ! Or, ce dont il s'agit, c'est de changer la vie dans l'usine !

Bien sûr, les travailleurs savent aussi qu'on ne change pas la vie si on n'a pas le pouvoir dans l'ensemble de la société », tenu, par la lutte animée par la C.F.D.T. trois mois pour fixer elles-mêmes leur cadence. A ce moment-là, la C.G.T. était contre la lutte. Mais maintenant, le patron fait valoir que la concurrence impose des cadences plus fortes, sinon on ferme l'usine, et la C.G.T. a beau jeu de narguer la C.F.D.T. : « Vous croyez avoir le contrôle ouvrier dans l'usine, mais vous n'avez pas le pouvoir dans l'ensemble de la société ». De fait, la « gauche syndicale » trouve ici sa limite absolue !

Poser la question de la prise du pouvoir d'Etat, et en même temps la question « Pour quoi en faire ? », vouloir changer la vie quotidienne, abolir le travail à la chaîne et les cités dortoirs, et savoir que cela passe par la destruction de l'Etat bourgeois, voilà la politique révolutionnaire du prolétariat. Cela n'a rien à voir avec la « politique » des réformistes qui veulent occuper les places dirigeantes sans changer les rapports sociaux, rien à voir non plus avec l'apolitisme des dirigeants de l'Union Nationale des Comités de Lutte qui disent : « Nous, on défend l'ouvrier », rien non plus avec les dirigeants de la C.F.D.T. séparant les luttes sociales dans l'entreprise de la question du pouvoir (« les partis ont vocation à gouverner »).

Cette nouvelle pratique politique, c'est celle qui s'impose petit à petit dans les luttes, celle dont doit s'emparer la gauche ouvrière.